La Voix des Communistes

N° 27
1er semestre
2020
2 €

Journal central du RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES - Marxistes Léninistes

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Prolétariat de France

COVID 19
avant - pendant -après

les capitalistes font tout pour préserver leur avenir

pour construire leur propre avenir les travailleurs doivent abattre le capitalisme et édifier le socialisme

SOMMAIRE

Page

Le capitalisme souffre du coronavirus
Mais le fléau ultime, c'est le capitalisme lui-même 4

S'organiser politiquement en tant que prolétariat
Par la lutte et pour la lutte..... 8

Aucun « confinement » pour la lutte de classe ! 14

Mobilisation populaire au Chili 15

Bolivie:
La vanité des espoirs réformistes 18

Quand le mouvement marxiste-léniniste est dans les limbes
les aberrations fleurissent..... 25

Nexhmije Hoxha
Une grande combattante du communisme n'est plus 27

Hommages
à des camarades disparus 29

Le Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes (ROCML) est né en 2010 d'un processus d'unification de militants communistes. Les militants ont comme base idéologique la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Le PCF s'est écarté de la voie révolutionnaire et a mené les travailleurs à la défaite en trahissant leur cause. Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction d'un parti révolutionnaire pour tous les travailleurs de France. Il diffuse la *Voix des Communistes*, qui est son journal théorique et politique.

CONTACTS

Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

roc.ml@laposte.net

http://rocml.org/

Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste

http://rocml.org/jeunes-communistes/

EDITORIAL

La pandémie du coronavirus a révélé au grand jour les tares du système capitaliste. De l'extrême droite à la gauche dite radicale, toutes les forces politiques bourgeoises et petites-bourgeoises font mine de découvrir dans la logique capitaliste des failles soi-disant imprévisibles jusqu'ici. En chœur elles appellent à un « monde nouveau » qui corrigerait les « défauts » les plus criants du système, bref à un capitalisme rénové, un capitalisme qui ferait seul sa propre mutation… Pour la forme, elles peuvent critiquer "le système", "le libéralisme", etc. - de fait, elles se limitent à dénoncer au sujet de la pandémie l'incompétence du gouvernement, son manque d'anticipation dans la gestion de la crise.

Le système de santé a été mis en difficulté face aux besoins sanitaires provoqués par la pandémie non par incompétence mais par la politique de « rationalisation », de « baisse des dépenses » menée depuis des années par les gouvernements successifs. Non par incompétence de ces derniers mais pour répondre aux intérêts du capital, car, comme expliqué par K. Marx et F. Engels dans le Manifeste du Parti Communiste, ***« Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière »***. L'État et le gouvernement actuel travaillent d'arrachepied pour maintenir le système capitaliste. Et la concurrence est vive entre pays capitalistes.

« Le monde d'après » ne diffèrera pas du monde d'avant car l'organisation mondiale de la production restera basée sur ce qui fonde ce mode de production : produire non pas pour la satisfaction des besoins des travailleurs mais produire des marchandises pour accumuler des profits. Et pour ce faire partout dans le monde il n'y qu'une seule façon de procéder : baisser le plus possible les couts correspondants à l'utilisation de la force de travail, en intensifiant l'exploitation des travailleurs au travail et en jetant au chômage un nombre encore plus grand de travailleurs, ce qui provoque les crises et les catastrophes sociales.

Les luttes menées depuis des mois par les travailleurs contre les politiques de régression sociale conduites par l'État dans tous les domaines de leur vie individuelle et sociale reprendront inévitablement. Toutes les suggestions politiques qui ressortent actuellement et qui fleurent la social-démocratie (plus d'état providence, relocalisation de la production, capitalisme vert…) ne s'attaquent pas aux fondements même du capital, et laissent le problème entier et à résoudre. Le capital poursuit sa course au maximum de plus-value, entrainant famines, crises, guerres, désastres écologiques et autres catastrophes.

Mais le capital a aussi créé une classe internationale, le prolétariat capable de prendre en mains l'appareil productif et d'établir une société où ne subsistent ni exploiteurs, ni course au profit mortifère, ni crises et guerres. Le prolétariat se dressera pour bouleverser l'ordre actuel et instaurer la société sans classes : le communisme.

Cependant, pour réaliser cet objectif, le prolétariat doit s'organiser pour s'opposer en tant que classe à la classe capitaliste, car le capitalisme ne s'écroulera pas tout seul. L'organisation politique est essentielle pour mener la lutte jusqu'à la victoire. Il faut entreprendre de construire une organisation communiste avec les éléments à l'avant-garde des luttes, combattifs et conscients, de la classe ouvrière. C'est seulement le parti d'avant-garde du prolétariat, réalisant en son sein l'unité idéologique, politique et organisationnelle des communistes, qui pourra impulser et guider le combat de la classe ouvrière toute entière pour la révolution.

Vive la lutte de la classe ouvrière !

Sans parti communiste la classe ouvrière ne peut renverser le capitalisme et instaurer le socialisme !

Le capitalisme souffre du coronavirus Mais le fléau ultime, c'est le capitalisme lui-même

Il n'y a pas de certitude sur la façon dont s'est déroulée la propagation du coronavirus dans sa phase initiale. Des accusations variées peuvent être portées contre tel ou tel coupable. Quoi qu'il en soit, il n'est pas nécessaire d'avoir une réponse à la question de l'origine de l'épidémie pour analyser le fond du problème tel qu'il est posé actuellement.

Le processus de propagation, une fois déclenché, s'est situé à deux niveaux : national dans les différents pays, et international, étant donné que les sociétés nationales sont étroitement interconnectées au niveau mondial. Et quelles que soient les différences culturelles et aussi politiques, l'élément commun essentiel, c'est la prédominance universelle du système économique capitaliste. Pour analyser ce qui nous arrive, ce qui arrive en premier lieu aux travailleurs, il faut prendre en considération essentiellement l'impact qu'a l'épidémie du point de vue du capital, des capitalistes.

Stefano Scaglia, Président de Confindustria Bergamo, qui représente 1.200 entreprises employant 80.000 personnes, le 27 février 2020 :
« Permettez-nous de confirmer que les opérations de nos compagnies ne sont pas affectées : toutes poursuivent leurs affaires propres, comme d'habitude. »

On peut penser que le gouvernement chinois aurait dû dès le départ fermer les frontières du pays pour empêcher le virus de passer au-delà du territoire national. On peut penser aussi que le gouvernement français aurait dû prendre une telle mesure pour la France. Qu'il aurait dû prendre d'avance les mesures de précaution pour être prêt à agir en fonction de la progression de l'épidémie. Qu'il aurait dû... etc.

Mais les gouvernements n'ont pas agi "comme il aurait fallu", parce que partout le système économique capitaliste règne et parce que les gouvernements représentent le pouvoir de la bourgeoisie.

Les capitalistes et leurs représentants sont depuis des années préoccupés par l'état de stagnation dans lequel se trouvent à divers degrés les économies nationales. Une des questions cruciales, de leur point de vue, concerne les taux d'intérêts fixés par les banques centrales, taux qui indirectement influent sur l'ensemble du système d'épargne et de crédit. La détermination du niveau de ces taux tente de contribuer à la régulation de l'économie dans un sens voulu, en l'occurrence il s'agirait de baisser les taux pour stimuler la croissance économique. Or, rien n'est mécanique, et les responsables et experts en la matière ont du mal à apprécier les conséquences multiples de leurs décisions éventuelles.

Dernièrement, Donald Trump traitait les responsables de la Banque centrale US (la "Fed") d'"abrutis" parce qu'ils maintenaient un taux directeur relativement élevé, tandis que lui demandait un taux zéro ou même négatif. Pourtant, antérieurement, à l'époque de la présidence d'Obama il taxait de "casse-gueule" la pratique de taux bas suivie par la Fed. Quant à l'Europe, avant l'éclatement de l'épidémie déjà, le taux fixé par la Banque centrale européenne se trouvait à zéro, et le taux de dépôt appliqué aux banques devenait même négatif.

Face à l'aggravation de la situation, le gouvernement français a mis en œuvre des mesures relativement amples, parmi lesquelles se trouvent des dispositions concernant les banques, non pas pour "sauver" celles-ci mais pour assurer leur capacité comme source de financement de l'économie.

Cependant il serait évidemment contraire à la réalité de considérer qu'ainsi le gouvernement "a enfin fait ce qu'il fallait faire". Son action comporte deux aspects. D'une part, il cherche à accentuer encore les mécanismes d'exploitation des travailleurs. D'autre part, il intervient financièrement pour éviter la faillite de l'appareil productif. Derrière les apparences qui peuvent faire croire qu'il s'agit de combattre l'épidémie, se cachent les préoccupations de toujours : le sauvetage du capitalisme.

S'il arrive ainsi à la bourgeoisie de prendre des mesures à court terme qui semblent sortir du principe de base de la recherche du profit, c'est uniquement parce qu'elle a en vue l'avenir plus lointain et qu'elle voudrait justement éviter sa propre faillite définitive.

À chaque grande crise elle est confrontée à ce dilemme, et elle s'empêtre dans la recherche des remèdes. Ce faisant les gouvernements et les responsables économiques prétendent agir pour le bien de la population, ils assurent qu'ils tireront les leçons des évènements et qu'ils nous mèneront vers un avenir meilleur. Pourtant, la réalité concrète telle que nous la subissons directement ne trompe pas. Le gouvernement reste ce qu'il est : l'incarnation du pouvoir de la bourgeoisie. Face à la pandémie, il fait passer les nécessités vitales à l'arrière-plan, et veut tant bien que mal organiser les activités économiques en fonction du critère habituel de la rentabilité.

C'est en agissant ainsi que, depuis longtemps dans le passé, les gouvernements successifs ont mis les hôpitaux et plus généralement tout le secteur de santé dans l'impossibilité de remplir son rôle, et ont engendré comme conséquence le manque de moyens pour maitriser la situation actuelle. De même ils dénaturent et bloquent systématiquement les dispositifs et instances censés défendre les intérêts des travailleurs, comme en témoignent des cas d'obstruction de la part de l'administration à l'égard des inspecteurs du travail qui, eux aussi, sont "invités" à respecter les besoins de "rentabilité" des entreprises. Toutes les mesures d'adaptation du droit du travail annoncées sont conçues selon le fil conducteur de minimiser le "cout du travail" et de maintenir les activités autant que possible, au prix d'imposer directement ou indirectement une aggravation des conditions de travail.

Comme on pouvait s'y attendre, la consigne de "l'union nationale" circule abondamment. Le gouvernement évite de prononcer ces mots, tout au plus préconisait-il un "consensus républicain" au sujet du report du deuxième tour des élections municipales. Il sait qu'il pouvait compter sur d'autres pour tenir le discours approprié. En effet, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, proclame dès le 20 mars: *"L'heure aujourd'hui est à une forme d'union nationale"*. La CGT, au contraire, à l'issue de la réunion téléphonique organisée par Macron le 27 mars, affirme clairement dans son compte-rendu: *"La CGT a refusé l'idée d'unité nationale face à un gouvernement qui refuse d'entendre depuis plus de 10 jours, les de-*

mandes qui lui sont formulées en matière économique et sociale."

Il faut souligner qu'une interrelation de ce type entre la sphère de "l'intérêt général" et celle de l'intérêt du capital est présente aussi dans d'autres domaines, en rapport par exemple avec les problèmes d'environnement, en particulier le réchauffement climatique. La bourgeoisie n'ignore pas qu'il s'agit de phénomènes nuisibles qu'il faut juguler. Mais tout ce qui est entrepris effectivement ou envisagé pour l'avenir, est conçu, là aussi, dans l'objectif de sauver le capitalisme. La "transition énergétique", la promotion des voitures électriques, etc. sont des projets élaborés dans l'espoir de faire sortir l'appareil productif de l'impasse dans laquelle il se trouve, de rétablir un circuit investissement-production-consommation qui fonctionne. Et ce qui intéresse le capital à cet égard n'est pas le "bon fonctionnement" en lui-même, mais ce à quoi il est indispensable: l'extorsion de plus-value à la force de travail des prolétaires.

Inde, mars 2020 : des travailleurs migrants se précipitent vers une autoroute sortant de New Delhi, dans l'espoir de retourner à leurs villages d'origine.

Pour nous, pour les travailleurs, cette vision est vaine. Au lieu d'un renouveau de fonctionnement "harmonieux" du capitalisme, nous sommes en présence d'une accentuation des affrontements entre les grandes puissances impérialistes, entre les groupes monopolistiques dont les structures sont omniprésentes sur l'ensemble du globe, entre les forces politiques de "couleurs" diverses et variées mais toutes intimement liées au capital. Ces affrontements peuvent se manifester dans les détails les plus banals. Par exemple, un des responsables en France impliqué dans l'approvisionnement de masques indique que, depuis que les USA sont eux aussi acheteurs, "il faut vraiment se battre", puisqu'ils payent un prix trois ou quatre fois plus élevé. Et l'administration US tient à harceler ses interlocuteurs pour adopter le terme "virus de Wuhan" ou "virus chinois". Dès mi-mars, Trump a entrepris des démarches directes auprès d'un laboratoire pharmaceutique allemand avec la volonté de mettre la main - moyennant finances - sur le développement en cours d'un vaccin. Il serait naïf de considérer qu'il s'agit de faits divers sans signification réelle. Ce sont bel et bien des symptômes non pas uniquement de la situation actuelle, mais du contexte plus général tel qu'il est sous-jacent à celui de l'épidémie : la domination mondiale du capital.

À cet égard, la gravité de ce que nous subissons ne s'atténuera pas avec le recul - espéré - de l'épidémie, bien au contraire. Les grandes puissances impérialistes tireront à nouveau les leçons, à leur manière, c'est-à-dire dans le sens qu'elles mettront en œuvre les mesures qu'elles jugeront nécessaires pour maintenir l'exploitation des travailleurs et l'oppression des pays dominés par le capitalisme impérialiste, avec encore plus de vigueur chacune de son côté, et dans des relations encore plus ouvertement conflictuelles, entre elles.

La situation actuelle étant ce qu'elle est, la tâche immédiate pour les travailleurs, la classe ouvrière, consiste à se défendre face aux attaques que la bourgeoisie mène sous couvert de mesures contre l'épidémie.

Cependant, que ce soit maintenant en rapport avec l'épidémie du coronavirus, ou dans le passé comme à l'avenir, le capitalisme tue au travail, détruit les moyens - en ce qui concerne la grande masse de la population - destinés à sauver des vies et soigner des malades.

Les forces politiques réformistes, tout en formulant un certain nombre de revendications justes, en faveur desquelles il faut agir, lient ces objectifs à une perspective globale de conciliation avec le capitalisme.

Le 27 mars a été publiée une tribune signée par des responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales, intitulée *"Plus jamais ça! Préparons le "jour d'après""*. Le texte affirme :

> En mettant le pilotage de nos sociétés dans les mains des forces économiques, le néolibéralisme a réduit à peau de chagrin la capacité de nos États à répondre à des crises comme celle du Covid. [...] Nos organisations [attendent] de profonds changements de politiques, pour [...] une remise à plat du système, en France et dans le monde.

Ce n'est pas le "néolibéralisme" qui a "mis le pilotage de nos sociétés dans les mains des forces économiques" : la fusion entre d'une part, les forces économiques capitalistes et d'autre part, l'appareil d'État qui met en œuvre la politique correspondant à la domination de la bourgeoisie, est un fait, et les deux sphères sont indissociables. Parler de "remise à plat du système" est une formule creuse, vide de sens.

Il est indispensable de poser clairement le seul objectif qui puisse véritablement permettre de résoudre les problèmes existentiels que nous subissons : le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, l'expropriation du capital dans son ensemble, l'instauration du pouvoir du prolétariat - ceci comme premier pas vers l'édification d'une société socialiste, communiste.

Face aux employeurs, au capital, à l'appareil d'État bourgeois :

- **lutte en faveur de nos conditions de travail et de vie, et des libertés démocratiques**

Pour assurer l'avenir tel que nous le voulons :

- **construction du parti communiste authentique, avant-garde de la classe ouvrière**
- **instauration du pouvoir du prolétariat**

Premier Mai 2020

S'organiser politiquement en tant que prolétariat Par la lutte et pour la lutte

La lutte entamée l'année dernière contre la modification du régime de retraites revêt un caractère important, en ce qui concerne autant les objectifs visés par le gouvernement que la signification des évènements pour le mouvement ouvrier. L'analyse du mouvement et du contexte est nécessaire pour avancer dans l'affrontement face à la bourgeoisie.

Ce sont les salariés cheminots et conducteurs du métro parisien qui ont été les éléments moteurs, les plus déterminés. Avant le déclenchement de la lutte, dès le début de l'année 2019 la CGT a organisé des réunions d'information, a alerté sa base sur l'attaque renouvelée du gouvernement. La lutte (même lors des phases d'actions de grande ampleur) n'a jamais présenté un niveau de combattivité homogène partout et dans le même temps. Les degrés de prise de conscience et les niveaux d'organisation établis à un moment donné sont différenciés et déterminent des engagements et des capacités variés à l'égard de la lutte.

La première action collective de classe date du 13 septembre 2019, une journée de grève forte, qui a interpelé l'ensemble des travailleurs. Puis la mobilisation s'est poursuivie par des actions diverses à partir du mois d'octobre, tout au long de décembre et début janvier 2020. La détermination ne faiblissait pas durant la période festive, malgré la forte pression exercée par le gouvernement ainsi que les directions syndicales réformistes et réactionnaires, malgré aussi le matraquage déployé par les médias bourgeois. Allant à l'encontre d'un supposé consensus social, les cheminots et les conducteurs de métro ont refusé de respecter une trêve pendant les fêtes de fin d'année. Cette attitude a contribué à consolider le sentiment d'appartenir à une même classe.

La lutte a duré sur plusieurs mois. Nombreux sont les travailleurs qui ont perdu entre deux et trois mois de salaire. L'objectif des mobilisations - faire retirer au gouvernement son projet de loi concernant les retraites - n'a pas été atteint. Pourtant, dans l'ensemble, les travailleurs ont gardé, voire augmenté, leur volonté et leurs capacités de lutte. Même si la bourgeoisie a pu persister à imposer ses décisions aux travailleurs, ceux-ci n'ont pas cédé au découragement et n'y voient pas un signe d'invincibilité du côté du gouvernement.

Forces et faiblesses du mouvement

Comme depuis longtemps le niveau globalement faible de conscience de classe des travailleurs a pesé sur le développement du mouvement, directement, mais aussi indirectement parce que la situation sociale et politique donne prise à l'influence de la petite bourgeoisie pour dévier les mobilisations vers des orientations différentes que celles que devraient suivre les travailleurs selon leurs propres intérêts de classe. Pour déjouer ces interférences nocives, il faudra notamment déterminer des modes d'organisation de l'activité syndicale qui permettent d'agir efficacement dans le cadre des structures développées par les capitalistes à tous les niveaux de l'appareil économique. À cet égard, la situation a fortement évoluée depuis des décennies, et le mouvement syndical n'a pas encore su résoudre certains problèmes qui en résultent.

Même si la mobilisation n'a pas été assez massive sur les lieux de travail, il y a eu un effort de coordination pour harmoniser les luttes au niveau national, à la fois entre les syndicats (plus ou moins selon les branches), sur toutes les actions publiques (manifestation, occupation, conférence de presse, assemblée générale), pour des mobilisations au même moment et avec un même type d'action.

Diverses modalités de lutte ont été utilisées : mobilisation dès 4-5 heures du matin devant tel ou tel dépôt de bus RATP, piquets de grève avec, par exemple, soudure de la porte du centre de déchèterie de Vitry sur Seine. Aussi, un même jour, a été organisé le péage gratuit sur les autoroutes dans toute la France. On peut d'ailleurs rappeler qu'antérieurement, lors du 1er mai 2019, les manifestants avec une grande détermination ont riposté à une attaque de la police et ont continué à défiler.

Cette lutte bénéficiait du soutien d'une grande majorité de la population et d'une grande solidarité financière à caractère national et politique, mais elle n'a pourtant pas réussi à mobiliser tous les secteurs de travailleurs autour de la question du retrait des mesures gouvernementales.

Souvent on parle de « lutte par délégation ». L'expression était déjà évoquée durant la lutte de 1995 qu'on dit victorieuse, et elle l'est aussi actuellement. Mais elle ne rend pas compte correctement du phénomène qu'elle vise. Le fait est que toutes les luttes menées par les travailleurs sont caractérisées par un enchevêtrement de niveaux de conscience et d'engagement variés, qui lient l'action individuelle à l'action collective. Les cas de figure peuvent être multiples. On peut déplorer la discordance entre le périmètre des composantes de la classe ouvrière objectivement concernées par la question du régime de retraites - à savoir toutes - et la délimitation de ceux qui se sont activement mobilisés - avec une faible participation en dehors de certains secteurs comme les transports et quelques grandes entreprises du secteur privé. D'un autre côté on peut aussi se féliciter d'attitudes qui, à l'opposé du corporatisme, se placent d'un point de vue de solidarité quand à un moment donné un secteur d'activité ou une entreprise particulière est touché, et que des travailleurs non concernés directement se mobilisent par solidarité de classe.

En outre, les problèmes d'une tendance à la non-implication individuelle dans la lutte sont aussi liés à des mécanismes objectifs établis historiquement et dommageables pour le développement de la lutte de classe. Justement certaines luttes victorieuses précédentes ont obtenu des droits syndicaux fondamentaux (syndicalisation, Comité d'entreprise, Délégués du Personnel, Comité d'hygiène et sécurité, Délégués syndicaux), mais ont conduit les travailleurs à baisser la garde et à attendre sans efforts collectifs des avancées obtenues par l'intermédiaire des organismes mis en place et des négociations menées par leurs délégués. Cela favorise en même temps la corruption politique et matérielle portée par le patronat et le gouvernement de la bourgeoisie, dans les rangs des représentants des travailleurs.

Un contexte social résultant de transformations prolongées

La cause principale de cette situation, c'est l'inexistence du parti politique de la classe ouvrière. Seul un tel parti peut former des militants dévoués à la cause des travailleurs. À la suite de la liquidation des organisations communistes au sein de la classe ouvrière, les courants révisionnistes et réformistes ont fait dégénérer les organisations syndicales. Cela a conduit à minimiser le rôle des syndicats en face des employeurs, à privilégier l'activité juridique. Les syndicats ont été transformés en organisations s'appuyant essentiellement sur les membres élus dans les différentes "instances de représentation". L'organisation des adhérents, leur sensibilisation, la mobilisation des travailleurs sont devenues des pratiques secondaires. Les conseillers de cabinet d'expertise ont pris le dessus sur le syndicat. L'attitude s'est répandue consistant à adhérer à un syndicat pour prendre une assurance.

Nombreux sont les militants syndicaux qui ne connaissent pas le fonctionnement du capitalisme. Ils ne comprennent pas qu'ils sont en face de représentants d'une classe ennemie du prolétariat. Depuis des décennies ils n'ont pas été éduqués pour la lutte de classe. Les syndicats ne sont pas formés sur la base d'une opposition classe contre classe : la CGT après l'adhésion à la Confédération Européenne des Syndicats, a carrément éliminé dans ses statuts la lutte pour la suppression du salariat, c'est-à-dire la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme.

À partir des années 1980 l'évolution du capitalisme s'est accélérée sous l'effet de ses contradictions inhérentes : réorganisation des entreprises, nouvelles formes de précarité, utilisation étendue de la sous-traitance, mise en place et organisation généralisée de services chargés de gérer les "ressources humaines" (DRH) et autres, démantèlement des grandes concentrations de la force de travail. Dans ces nouvelles conditions la classe ouvrière cherche son chemin à l'aveugle sans son parti politique, sans syndicat de classe pour l'éclairer et l'organiser.

Si l'on prend par exemple la SNCF, elle a été découpée, au niveau supérieur, en six unités. Dans le secteur du bâtiment, sur un grand chantier, 400-500 ouvriers peuvent être présents mais répartis dans 40 -50 entreprises. Hier ces ouvriers appartenaient à la même entreprise. Avec cette nouvelle organisation du travail le patronat a réussi à rendre très difficile la prise par les travailleurs d'une même position de classe au même moment et dans le même sens !

Tout cela crée des difficultés dans la lutte pour la classe ouvrière, mais le sujet du retrait des mesures gouvernementales concernant la retraite a reçu le soutien de larges couches populaires, qui s'est maintenu tout au long de la lutte à un niveau élevé. On a vu l'entrée dans la lutte de divers secteurs de la société (avocats, pompiers, médecins, infirmiers et infirmières). Une solidarité financière sans précédent s'est manifestée.

Des courants politiques faisant obstacle

Les directions syndicales les plus clairement réformistes ont été contestées par leurs propres adhérents. La CFDT et l'UNSA ont eu de grandes difficultés face à la mobilisation de leur base. Ainsi pour la « trêve de Noël », les cheminots adhérents des deux confédérations n'ont pas obéi. Certains membres de la CFDT ont rendu leur carte.

Dans le même temps pour les syndicats qui étaient ouvertement entrés dans la lutte il y a eu un fort élan de syndicalisation. La CGT a annoncé autour de 10 000 nouveaux adhérents. La rencontre dans la lutte et le partage d'une même modalité de lutte sont la meilleure école pour forger la détermination et l'unité de la classe.

On rencontre fréquemment des appréciations négatives. Depuis les mobilisations de 2010 au sujet des retraites, combien de fois avons-nous entendu des exclamations fatalistes, « on est fini », « on a perdu la bataille, la prochaine fois les travailleurs ne se mobiliseront plus ». Certains militants souffrent d'un sentiment d'impatience et s'accrochent à l'espoir de pouvoir, par leur propre activisme, accélérer dans un délai rapproché la dynamique des mouvements. En elle-même, cette aspiration constitue un facteur positif. Cependant elle peut conduire à des retournements de la part de ceux que guette la déception définitive, au cas où leurs désirs restent insatisfaits trop longtemps. Si ce type d'attitude est à double tranchant, c'est parce qu'il repose sur un manque de vision en termes de classe, il est utopiste, et c'est aussi la raison pourquoi il est en particulier véhiculé par les couches petites-bourgeoises.

Le fait est qu'après chaque pause ou recul, la lutte de classe a repris, poussée par l'aggravation des contradictions objectives qui minent le capitalisme. L'état et le niveau de la lutte de classe ne dépendent pas du simple vouloir des militants. Les conditions objectives et subjectives favorables à la lutte ne surgissent pas spontanément. L'histoire nous apprend que même avec des situations beaucoup plus favorables, avec un parti communiste puissant, la lutte quotidienne n'a pas toujours été victorieuse.

Cette incompréhension nourrit la conception anarchiste qui veut obtenir la victoire en déclenchant quelques « explosions » sociales. Ce courant s'oppose à toute organisation. Sous le prétexte de critiquer les faiblesses ou les erreurs des centrales

syndicales « traditionnelles », on prône la mobilisation de la « base » sans s'organiser, en dehors des syndicats. Cet état d'esprit désarme le prolétariat en face de la bourgeoisie. Sous une autre forme, la même problématique se présente du côté des trotskistes, qui adoptent une interprétation mécanique et fétichiste au sujet de la grève générale en tant qu'alternative instantanée à l'insuffisance, reprochée aux directions syndicales, des appels à la grève tels qu'ils ont lancés.

Fondamentalement, le rapport de force décisif dans la lutte de classe ne peut être établi que par la réalisation de l'unité de la classe ouvrière. Or, celle-ci ne peut être obtenue autrement que par l'unité idéologique et politique matérialisée à travers les organisations de la classe : parti, syndicat, ainsi que des associations et fronts dirigés par le parti. Sans cela, la classe ouvrière ne peut mener la lutte quotidienne jusqu'à la prise de pouvoir. Or l'unité de classe ne sera pas atteinte simplement parce qu'on le désire, ni dans la spontanéité, ni dans une démarche individuelle. C'est la lutte qui renforce l'unité au-delà des conflits individuels, et si on aspire à la victoire, il faut avoir un but précis : abattre le capitalisme !

Le mouvement des "gilets jaunes" a largement montré les limites des actions dépourvues d'une telle perspective. À part le gel de l'augmentation du prix du gasoil et une petite aide financière pour certains salaries touchant le Smic, il n'a pas donné de résultats significatifs pour une mobilisation qui n'a pas été négligeable. Et tant que le pouvoir restera entre les mains de la bourgeoisie, toutes les victoires économiques, syndicales ou même politiques obtenues à un moment donné seront remises en question ultérieurement.

Quoi qu'il en soit, la lutte contre la modification du régime de retraites entreprise par le gouvernement montre de nouveau que fondamentalement le rôle de moteur de la lutte revient au prolétariat. Cette lutte a mis en lumière que la contradiction entre le travail et le capital, entre les travailleurs et la bourgeoisie, est antagoniste, que leurs intérêts sont diamétralement opposés.

Le poids du réformisme

Aujourd'hui le point faible fondamental pour la classe ouvrière réside dans l'influence idéologique et politique de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoise. Dans le mouvement syndical cette influence prend la forme du réformisme.

La situation économique, qui reste caractérisée par divers symptômes de crise, limite fortement les possibilités d'application concrète de mesures réformistes. Néanmoins la propagande des idées réformistes continue à exercer une influence nuisible parmi les travailleurs. En ce qui concerne la question du régime des retraites, cela se manifeste en rapport avec la nature des "solutions" pratiques proposées, et aussi par le fait que la "sécurité sociale" version Conseil national de la résistance reste une référence mise en avant. Or ce dernier antécédent appartient au passé pour de multiples raisons, notamment parce que lors de la Deuxième guerre mondiale, la victoire de l'Armée rouge sur le fascisme a été le facteur déterminant qui a fait reculer la bourgeoisie, entre autres sur les droits sociaux.

Du point de vue des revendications, la CFDT a carrément abandonné l'approche réformiste et n'a pas ménagé ses efforts pour soutenir, à travers des pseudo-négociations, le projet présenté par le gouvernement. Même ainsi, elle a subi les rebuffades de la part de ce dernier. Cependant elle déploie sa propagande réformiste par d'autres voies, entre autre sur le terrain du climat et de l'écologie. Ainsi en mars 2019 elle était à l'initiative de l'élaboration d'un "Pacte du pouvoir de vivre - 66 propositions pour un autre modèle de développement".

La CGT ou Sud restent attachés aux revendications quotidiennes, ils peuvent mettre en question formellement le fonctionnement de l'économie capitaliste, mais leurs orientations ne visent pas l'élimination du système capitaliste en tant que tel. D'un autre côté, la conception communiste authentique ne rejette pas la lutte pour des "réformes" pour autant qu'elles aillent dans le sens d'une amélioration des conditions de travail et de vie pour les travailleurs. La lutte quotidienne permet de former et développer notre organisation de classe, à la condition de ne pas abandonner le but principal : abattre le capitalisme et construire le socialisme.

Dans cette perspective il faut affronter les con-

ceptions erronées présentes au sein de la classe et mettre en place des modes d'action favorisant l'unité des travailleurs. Il faut lutter contre toute forme de racisme, de chauvinisme, contre les facteurs qui divisent la classe ouvrière en rapport avec des distinctions artificielles. Le corporatisme, l'esprit communautaire, empêchent d'adopter une position de classe au niveau national. Ainsi, souvent l'exploitation des travailleurs immigrés s'organise au sein même d'une communauté sous forme de sous-traitance.

Janvier 2017, grève victorieuse d'ouvriers du chantier de Châtelet-les-Halles : travailleurs en situation précaire, victimes du travail dissimulé, exposés aux risques professionnels, subissant l'exploitation sans limites caractérisant le système de la sous-traitance en cascade.

Quand on lutte on peut perdre, mais si on ne lutte pas c'est déjà perdu. S'organiser syndicalement, adapter cette organisation aux nouvelles formes d'organisation du capital, c'est une question à poser et à résoudre. On doit continuer de militer dans les syndicats, mais sans oublier que les communistes ont le devoir de s'organiser politiquement, de construire le parti communiste marxiste-léniniste.

Pour conclure :

1. Cette lutte a révélé qu'il existait bien une avant-garde de la classe ouvrière. Même inorganisés en absence de ce qui devra être leur parti, le parti communiste authentique, ces éléments combattifs existent dans la classe et un débat est mené parmi les syndicalistes et en particulier au sein de la CGT, au sujet des questions fondamentales. C'est eux qui, là où ils sont présents, ont mobilisé les travailleurs sur la base de leurs revendications, et ont entretenu la combattivité dans la confiance. Ce fut déterminant pour que le mouvement s'installe dans la durée.

2. Les mouvements récents nous ont montré les potentialités de la classe. Seule la classe ouvrière peut entrainer sur la voie correcte les autres travailleurs ainsi que certaines couches de la petite bourgeoisie dont la situation se dégrade sous l'effet de la politique appliquée par la grande bourgeoisie monopoliste (nationale ou internationale). Aujourd'hui le niveau de conscience et d'organisation du prolétariat ne lui permettent pas de jouer ce rôle. C'est ce qui explique que ce sont des organisations de la petite bourgeoisie qui occupent le devant de la scène politique.

3. La classe ouvrière avec son organisation et ses moyens actuels a tâtonné pour trouver les meilleures modalités de lutte, à travers les expériences des mouvements précédents. Le développement de la mobilisation a rendu manifeste cet effort, par la détermination à lutter et la durée obtenue.

4. Les travailleurs en situation précaire ou ceux salariés dans les petites entreprises n'ont pas pris leur place dans la lutte. Ce mouvement a également mis en lumière la problématique de la sous-traitance, des intérimaires et des travailleurs isolés. Il faut poser et résoudre ces questions en vue des luttes prochaines, car plus de 80 % des salariés appartiennent à ces secteurs.

5. Face à la pression exercée par le gouvernement sur certains secteurs de la lutte, une véritable solidarité de classe s'est manifestée et a joué un rôle important. À l'avenir elle devra continuer et s'approfondir pour mener jusqu'au bout la lutte classe contre classe.

6. Les communistes doivent s'unir à la classe, en travaillant en son sein. Par leur action ils doivent s'efforcer à résoudre les problèmes posés à la classe dans sa lutte contre la classe dominante, la bourgeoisie. Quant à l'existence actuelle d'une multiplicité de groupes se considérant communistes marxistes-léninistes, il est vain d'aborder d'éventuels processus d'unification tant qu'un certain nombre de conditions ne sont pas réalisées. La nécessité d'un lien effectif avec la classe ouvrière, dans la lutte, est l'une de ces conditions, et elle est loin d'être satisfaite.

Notre tâche essentielle c'est de construire une organisation communiste avec les éléments à l'avant-garde des luttes, combattifs et conscients de l'objectif fondamental de la lutte de la classe ouvrière : détruire le capitalisme, renverser le pouvoir de la classe ennemie - la classe capitaliste. C'est ainsi que pourra se réaliser l'unité idéologique, politique et organisationnelle des communistes au sein du parti du prolétariat.

Vive la lutte de la classe ouvrière !

Sans parti communiste
la classe ouvrière ne peut renverser le capitalisme !

Vive le socialisme !

Notre analyse concernant le mot d'ordre en faveur de nationalisations

La crise sanitaire du coronavirus et les difficultés économiques du capitalisme qu'elle aggrave ont porté sur la scène politique la question des nationalisations notamment via les déclarations du ministre de l'économie et du chef du MEDEF.

La revendication des nationalisations est aussi portée par des organisations politiques d'idéologies sociale-démocrates et révisionnistes (sur la base de l'illusion que c'est un moyen de combattre ou de limiter le capitalisme, de prendre le parti du travail contre celui du capital), ainsi que par des organisations syndicales (entre autres pour « sauver des emplois »).

Cette actualité est donc l'occasion de remettre en avant une analyse du ROCML relative à ce mot d'ordre.

Dans cette analyse, nous rappelons que les nationalisations sous le pouvoir du capital continueront inévitablement à servir les intérêts de la bourgeoisie, que la revendication de nationalisations en régime capitaliste ne saurait favoriser une transition vers le socialisme ; il s'agit ni plus ni moins que d'un mot d'ordre réformiste qui ne peut être partagé par les communistes.

Pour lire l'analyse détaillée :
http://rocml.org/wp-content/uploads/2014/12/ROCML_nationalisation.pdf

Aucun « confinement » pour la lutte de classe !

Au moment même où la France traverse une crise sanitaire comme elle en a rarement connue dans son histoire et où il nous est prôné à grand renfort médiatique de former l'« Union sacrée » face à la pandémie du coronavirus que subit notre pays et le monde, les belles formules sur l'intérêt général de la nation et le nécessaire consensus politique autour de la bourgeoisie se brisent d'elles-mêmes contre la lutte de classe. Cette hypocrisie ambiante qui voudrait faire applaudir les travailleurs de la santé et des autres secteurs essentiels de l'économie nationale de concert par des exploités et des exploiteurs unis pour des « lendemains meilleurs », si elle peut ressembler à une pantalonnade n'en est pas moins une vulgaire imposture.

Nous communistes, nous militants politiques, syndicalistes qui n'avons cessé et ne cessons de mettre en garde la classe ouvrière et tous les travailleurs de ce pays contre l'illusion d'une telle « Union sacrée », sommes clairs à ce sujet. Toute « union », qu'elle soit sacrée ou simplement « raisonnable », avec la bourgeoisie est impossible. C'est celle-ci qui est responsable de la situation actuelle, notamment à travers la ruine de l'hôpital public et du manque de matériels médicaux tels que les tests de dépistage ou les masques. C'est nous, les travailleurs qui payons le plus lourd tribut en morts de la maladie et qui, déjà forcés et contraints par les récentes ordonnances, mais aussi avec une sincère abnégation notamment dans les hôpitaux, ne comptons pas nos heures pour soigner les malades et fournir à la population confinée les services dont elle a besoin. D'aucuns pourraient nous accuser et nous accusent déjà d'« extrémisme », de « sabotage » de l'effort commun dans la lutte contre l'épidémie. Nous ne crions pourtant que la simple vérité que chaque travailleur qui y prête attention peut observer de ses propres yeux depuis le début de cette crise et même avant elle. La lutte des classes est une réalité bien vivante dans notre pays.

Aussi nous ne pouvions nous trouver meilleur avocat de notre cause que la bourgeoisie elle-même qui nous fournit encore quelques exemples révélateurs de la façon dont elle conçoit l'« union nationale ».

Récemment trois camarades syndicalistes de la RATP ont été sanctionnés lourdement à 2 mois de mise à pied sans salaire pour deux d'entre eux ainsi qu'à une mutation disciplinaire pour le troisième. Cela à cause de leur engagement dans les grèves contre la réforme des retraites. Seul le soutien actif de leurs camarades leur a permis d'éviter le licenciement.

Dans le même esprit un inspecteur du travail de l'Essonne a été sévèrement réprimandé par sa hiérarchie et cela sous pression directe de l'Élysée, pour avoir exigé la mise en place des mesures de protection des ouvriers d'une entreprise où plus de cent ouvriers travaillaient dans le même atelier sans aucune protection.

On rapporte aussi que la CDC (Caisse des dépôts), après une « fuite » sur une note concernant la gestion et le financement de l'hôpital public, publiquement dénoncée par la CGT et la FSU, a lancé des mesures de sanction envers deux syndicalistes appartenant à ces syndicats pour le motif que ces informations auraient été confidentielles.

Ces trois exemples non exhaustifs montrent bien qu'il n'y a pas de trêve dans la lutte de classe qui secoue notre pays, même pas à la faveur de la crise sanitaire actuelle. Pire, ils sont en fait des exemples à charge contre la bourgeoisie qui, si elle est la première à crier à la trêve, ne cesse ses attaques contre les militants syndicaux et les travailleurs.

Si l'on ajoute à cela la crise économique à venir dont les capitalistes ne se cachent même plus de dire qu'elle sera à la charge des travailleurs, on voit bien que la bourgeoisie loin de calmer ses attaques contre les travailleurs s'apprête à les accentuer. D'où l'affirmation que la bourgeoisie ne cherche aucunement une union nationale autre que celle qui consiste à assurer ses intérêts au détriment de la classe ouvrière. Aussi tenons-nous à lancer un appel à tous les militants communistes et syndicaux d'avant-garde, aux ouvriers conscients ainsi qu'à l'ensemble des travailleurs : Ne vous laissez pas berner par les illusions sur l'« unité nationale » ou l'intérêt général que propage la bourgeoisie pour vous duper. Restez d'ores et déjà sur vos gardes et préparez-vous à lutter résolument, classe contre classe face à la bourgeoisie dans la crise économique qui s'annonce et dont elle aimerait bien que nous payions les pots cassés.

Mobilisation populaire au Chili

Le 18 octobre 2019 marque au Chili l'éclatement d'un large mouvement de révolte populaire qui ébranle le pouvoir politique du pays. La hausse du prix des tickets de métro de 800 à 830 pesos dans la capitale Santiago du Chili a été l'élément déclencheur des manifestations monstres qui ont eu lieu d'abord à Santiago du Chili puis dans tout le pays. De manière générale les travailleurs chiliens se mobilisent et manifestent contre la hausse du cout de la vie dans le pays. Il faut dire que le Chili, s'il préserve encore une économie dynamique avec une croissance certes modérée, n'en est pas moins l'un des pays les plus inégalitaires du monde selon l'OCDE. En effet depuis les années 1990 il continue de développer son économie sur des bases « ultralibérales » qui sont un héritage direct de la dictature fasciste d'Augusto Pinochet. À cette époque déjà, le pays, dont le régime fasciste était intimement lié tant politiquement qu'économiquement aux États-Unis d'Amérique qui l'avaient mis en place, suivait une ligne économique libérale. Aussi dans les années 1980 un grand nombre d'économistes américains d'un courant très (néo-) libéral ont orienté toute la politique du Chili dans la voie « ultralibérale » qui subsiste encore aujourd'hui.

Les principes économiques du développement du capitalisme chilien reposent sur trois grands axes que l'on peut définir comme suit :

- Exploitation extrême des travailleurs avec limitations de leurs droits au travail et de leurs droits syndicaux.
- Le rôle de l'État qui consiste essentiellement à servir les intérêts directs des monopoles locaux et étrangers sur son territoire.
- Ouverture quasi complète de l'économie, en ce qui concerne autant le commerce que les investissements étrangers dans le pays, aux grandes sociétés transnationales et au capital étranger en général.

Il en résulte une situation telle que les principaux secteurs économiques du pays notamment dans l'industrie minière sont aux mains du capital des pays impérialistes étrangers, ce qui engendre une situation de monopoles très importants. Ce contexte conduit à une exploitation maximum du prolétariat chilien dont les salaires sont tirés vers le bas de manière systématique, tendance qui est accentuée par l'absence de toute « régulation » de la part de l'État. L'État chilien se contente en effet presque exclusivement de jouer un rôle subordonné au développement des entreprises capitalistes. Il ne mène aucune politique sociale en faveur des travailleurs, dans les domaines tels que l'accès à la santé ou à l'éducation.

Octobre 2019. Manifestations de protestation contre les institutions gestionnaires de fonds de pensions.
AFP: Administradoras de fondos de pensiones (Administrateurs de Fonds de Pensions).
"Basta ya - No + AFP": "Assez - Plus de AFP"

Ainsi, malgré l'existence d'un dispositif de sécurité sociale, le bénéfice du système de santé reste bien souvent conditionné aux revenus personnels et à la souscription à des assurances mutuelles privées. L'accès aux études supérieures est payant et les familles doivent souvent s'endetter fortement pour permettre à leurs enfants d'étudier. Les dispositifs existants en matière sociale ne parviennent pas à maintenir les travailleurs les plus précaires hors de la pauvreté. C'est encore plus vrai pour les retraités chiliens qui souffrent d'un système de retraite privé qui ne leur assure même pas de quoi vivre décemment. Il est basé sur la capitalisation à titre individuel. Le travailleur chilien finance donc sa retraite en plaçant obligatoirement 10 % de son salaire mensuel auprès de fonds de pensions (AFP) privés tout au long de sa carrière; les entreprises ne payent rien. Le résultat est qu'aujourd'hui « 8 nouveaux retraités sur 10 au Chili ne peuvent même pas autofinancer une retraite supérieure au seuil de pauvreté » selon Marco Kremerman, chercheur en sciences sociales. Cette réalité fait naitre une peur de la pauvreté aussi bien chez les retraités que chez les jeunes, qui alimente la colère dans les rues et fait grossir les rangs des manifestants.

Ce système de retraite est un héritage direct de la dictature de Pinochet. Il a été mis en place par le

ministre du travail et de la sécurité sociale de Pinochet entre 1978 et 1980, José Piñera, qui s'en félicite et s'est évertué à le promouvoir partout dans le monde. Il a été formé aux États-Unis, était élève du théoricien économiste bourgeois Milton Friedman - qui prône une gestion très libérale du capitalisme -, et est titulaire d'un doctorat d'économie à Harvard. Son frère et actuel président du Chili, Sebastian Piñera, bien qu'il ait suivi le même cursus que son ainé, infléchit toutefois la politique économique mise en place depuis les années 1980 dans le pays, notamment sur les retraites. Les récentes manifestations semblent le pousser à se démarquer encore un peu plus de ses antécédents politiques de jeunesse.

Un autre trait caractéristique de la crise que traverse le Chili et qui est commun avec d'autres pays du continent comme la Bolivie mais aussi ailleurs dans le monde, au Liban par exemple, c'est la faiblesse politique de la classe dominante.

En effet les manifestations qui ont secoué le pays ont très vite dépassé les revendications initiales contre une mesure antipopulaire locale (augmentation du prix des transports à Santiago du Chili). Elles sont devenues plus politiques, nationales et par là plus résolues, prenant même un caractère insurrectionnel dans certaines régions du pays. Cela a placé le gouvernement Piñera devant l'obligation de déclarer l'état d'urgence et d'avoir recours à l'armée. C'est une première dans le pays depuis la fin de la dictature de Pinochet.

Les investigations effectuées indiquent que le nombre de victimes durant les manifestations au Chili s'élève 25 morts dont au moins six causés par l'action directe d'agents des forces de répression, ainsi que plus de 3000 blessés dont plus de 2000 par balles.

Cette façon de montrer les muscles, pour essayer de reprendre en main la situation face au mouvement populaire n'est pas une preuve de force, loin s'en faut. Elle constitue au contraire un signe de faiblesse politique de la bourgeoisie chilienne dans son ensemble, au-delà du gouvernement.

Au Chili comme ailleurs en Amérique latine, les démocraties issues des régimes dictatoriaux du siècle dernier sont relativement fragiles. Dans le cas du Chili une des raisons, c'est que la mise en place du régime démocratique-bourgeois dans les années 1990 n'a pas constitué une rupture révolutionnaire. Ce n'est pas l'effervescence politique des masses populaires ou de l'intelligentsia chilienne se structurant qui a renversé le fascisme au Chili. Au contraire ce sont les dirigeants fascistes eux-mêmes qui ont assuré la transition vers un pouvoir politique démocratique bourgeois.

De ce fait la classe dirigeante et intellectuelle au pouvoir actuellement au Chili, et cela depuis la fin de la dictature, inclut une forte proportion de personnalités politiques connectées à la période de la dictature, directement ou par filiation. Ce sont ces gens-là qui dans les années 1990 ont amorcé le processus présenté comme une transition vers la démocratie. Ils ont créé et dirigent les principaux partis politiques et continuent d'orienter le pays dans la voie capitaliste « ultra-libérale » du développement de son économie initiée sous le fascisme dans les années 1980.

De nombreux magasins, grands et petits, ont subi des dommages et ont été pillés lors des mouvements de protestations contre le gouvernement

Aussi le peuple chilien ne s'y trompe pas. On constate en effet que seulement 1 chilien sur 10 fait confiance aux partis politiques du pays. Pour le gouvernement ce chiffre est à peine meilleur puisque 1 chilien sur 5 lui fait confiance. C'est une grande défaite politique pour la bourgeoisie chilienne car si elle a su gérer habilement la période de transition de la dictature à la démocratie pour maintenir son pouvoir intact, elle peine à donner de la crédibilité « démocratique » au nouveau régime. Il suffit de voir que depuis 2006, soit 4 mandatures, se sont succédé alternativement les mêmes candidats : Michelle Bachelet (alliance de gauche dont PCC) et Sebastian Piñera (alliance de droite), ce qui té-

moigne de l'usure du système actuel et de l'incapacité de la bourgeoisie de proposer une alternative. D'où le fait qu'elle était amenée rapidement à s'appuyer sur l'armée face au mouvement populaire présent, car elle ne dispose d'aucun autre levier suffisamment puissant dans le domaine « civil ».

Cette faiblesse de la bourgeoisie, relative mais réelle, ne doit cependant pas nous faire oublier la faiblesse du mouvement ouvrier et communiste au Chili. C'est également un héritage, de la répression sanglante des années Pinochet d'une part et de la dégénérescence du mouvement communiste international d'autre part. Ainsi malgré une mobilisation populaire très forte qui bouscule le pouvoir, une résolution exceptionnelle des manifestants, et des revendications justes, on peut s'attendre à ce que le mouvement s'essouffle sans avoir obtenu gain de cause sur toutes ses revendications. Les travailleurs chiliens se trouvent comme leurs camarades étrangers sans état-major de combat dans leur lutte, sans parti communiste, sans syndicat de classe. Sans ces organisations de combat contre la bourgeoisie et malgré la faiblesse actuelle de cette dernière, aucune victoire réelle et durable n'est possible pour eux ni dans cette lutte, ni dans les luttes futures.

L'exemple chilien est un exemple de plus, à la fois de l'existence et de la force de la lutte de classe à l'époque actuelle, de l'incroyable énergie dont les masses travailleuses du monde entier regorgent et qu'elles sont prêtes à mettre en mouvement contre l'exploitation capitaliste; mais aussi de la faiblesse organisationnelle, politique et idéologique de ces masses, sans avant-garde de combat révolutionnaire, face à une bourgeoisie qui dispose de l'appareil d'état, d'organisations et d'un ensemble de forces lui permettant - même affaiblie et en difficulté -, de maintenir son pouvoir sur le prolétariat sous une forme ou une autre.

Ce constat peut sembler pessimiste, en vérité il n'est rien de plus que l'expression de l'analyse marxiste-léniniste de la réalité actuelle au Chili et dans le reste du monde. Loin de nous décourager il nous confirme une fois de plus la justesse de notre combat pour recréer un authentique Parti Communiste ici en France comme au Chili et partout ailleurs. Ce renouveau du mouvement communiste marxiste-léniniste sera le plus sûr allié du prolétariat mondial dans sa juste lutte pour des conditions de vie digne, qui passe inéluctablement par le renversement du capitalisme mondial et la construction de la société nouvelle, socialiste.

Vive la lutte des travailleurs chiliens !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Novembre 2019, Santiago du Chili. Un vieil homme tient une pancarte disant "Merci, jeunesses vaillantes" lors d'une manifestation anti-gouvernementale.

Bolivie: La vanité des espoirs réformistes

L'accueil favorable que l'action du régime d'Evo Morales et du mouvement sur lequel il s'appuie, le MAS, a connu parmi un secteur assez large de militants repose essentiellement sur le fait que nombreux sont ceux qui, confrontés aux difficultés du combat jusqu'au bout contre la bourgeoisie, se réfugient dans la croyance en la possibilité d'arrangements réformistes. Et ils ont cru trouver avec la Bolivie une confirmation de leur vision optimiste. Or, l'image qu'ils se font de la réalité est le résultat d'idées préconçues entretenues par une inclinaison de ne pas vérifier l'exactitude d'affirmations venant d'ailleurs, du moment qu'elles semblent conforter les espoirs que l'on nourrit.

Novembre 2019 : résistance au coup d'État

Durant ses années comme président, Evo Morales a régulièrement affirmé que sa gestion, sur le plan économique, menait la Bolivie avec succès vers le niveau de développement des pays les plus avancés du continent sud-américain. Ces efforts de développement reposaient essentiellement sur les revenus provenant de l'exportation du gaz, en second lieu de divers minerais, ainsi que du soja. Et il est vrai que Morales a impulsé une politique ayant parmi ses objectifs l'amélioration des conditions de vie des couches les moins bien munies de la population.

Nous exposerons plus loin notre point de vue, nullement conforme aux interprétations mal fondées en question. Mais pour arriver à une analyse correcte de la réalité, il faut en premier lieu se baser sur un examen concret des faits. Il n'est pas convenable de prendre simplement comme référence les positions exprimées par telle ou telle force politique comme par exemple le régime cubain.

Nous présentons donc d'abord quelques indications portant sur les principaux aspects significatifs en rapport avec la problématique posée.

Présence importante du capital impérialiste dans le secteur des hydrocarbures

Historiquement, en Bolivie, l'intervention de l'État dans l'industrie pétrolière a été soumise à des oscillations, passant par des étapes successives. En 1936 est créée une société d'État, Gisements pétroliers nationaux de Bolivie (Yacimientos Petrolíferos Fiscales de Bolivia, YPFB). À partir des années 1980 s'effectue un processus graduel qui fait intervenir des groupes privés transnationaux. La YPFB renonce à son monopole par la constitution de sociétés à capital mixte, qui payent à l'État des royalties. Durant la présidence de Carlos Mesa, de 2003 à 2005, éclate un conflit au sujet de la gestion des ressources d'hydrocarbures qui conduit à la démission de Mesa. Après une période de gouvernement de transition, des élections ont lieu en décembre 2005 et Evo Morales est élu par 53,7 % des votes.

C'est un fait qu'en mai 2006, le gouvernement de Bolivie adopte un décret au sujet des hydrocarbures qui fait intervenir le terme de "nationalisation", mais sa portée est fortement limitée. Il stipule que s'effectue la nationalisation du nombre d'actions nécessaires afin que YPFB contrôle au moins 50 % plus 1 dans les sociétés à capitaux mixtes telles qu'elles avaient été formées antérieurement. Les sociétés qui effectuent des opérations d'extraction doivent remettre toute la production en propriété à YPFB, qui contrôle la commercialisation. Une partie des revenus qui en résultent est ensuite transférée aux sociétés dans des proportions établies par les contrats respectifs. Parmi les sociétés du secteur pétrolier opérant en Bolivie, le groupe espagnol Repsol occupe de loin la place prépondérante. Dès avant 2005, il était allié à YPFB à travers une filiale commune dont chacun des partenaires détenait 50 % du capital. La "nationalisation" fait que Repsol transfère à YPFB 1,08 % supplémentaires d'actions.

En résumé on constate:

- Le secteur des hydrocarbures est essentiel pour l'économie du pays.

- L'État exerce un "contrôle" dans le sens que YPFB, par l'obligation que la production lui soit remise, constitue le point de passage central dans la chaine d'exploration-extraction-commercialisation-répartition des revenus. Mais on est loin du verbiage au sujet du "contrôle total et absolu de ces

ressources" figurant dans le décret de 2006.

- Les chiffres montrent, en ce qui concerne notamment Repsol, que les activités dans le pays sont tout à fait rentables, ce qui signifie que la spoliation de la part du capital impérialiste n'a nullement été jugulée.

L'État dans le secteur des minerais: capitaliste et minoritaire

En 2015, dans le secteur minier, l'effectif employé par l'État était de 7.575 sur un total national dans ce secteur de 135.529, c'est-à-dire 5,6 %. Les acteurs du secteur se composent de l'État, d'entreprises privées et de coopératives. La production, mesurée en valeur, se répartissait en 2017 de la manière suivante: l'État 7,2 %; les entreprises privées 57,2%; les coopératives 35,6 %.

En 2009 est adoptée une nouvelle Constitution Politique de l'État qui modifie notamment le régime concernant les ressources minières. Les principes appliqués sont similaires à ceux concernant les hydrocarbures. Antérieurement, les concessions d'extraction et d'exploitation étaient considérées juridiquement comme un bien immeuble, transférable. Elles sont remplacées par des contrats d'association qui prévoient notamment pour l'État une participation aux résultats qui dépasse 50 %. Dans ce dispositif, l'État est représenté par une société, la Corporation minière de Bolivie (Corporación Minera de Bolivia, Comibol). Les origines de la Comibol remontent à la formation d'un secteur nationalisé en 1952, mais postérieurement l'organisme avait été démantelé en gardant une existence purement formelle. Un nombre réduit de gisements constitue la base principale du secteur minier, ils sont en général exploités par des sociétés transnationales : Sumitomo, Coeur d'Alene, Glencore, Pan American Silver, Orvana.

Nationalisations à contrecœur

Après une période de cessions des mines à des sociétés privées, précédant la venue du MAS au gouvernement, l'intervention de l'État a été rétablie à l'égard de plusieurs mines à partir de 2006. Il s'agissait non pas d'une stratégie globale mais d'opérations politiques motivées par des conflits d'intérêts internes au secteur minier, pour le contrôle des gisements. Le gouvernement n'avait pas pour autant décidé d'éviter le recours aux sociétés transnationales. Pour lui, la conclusion d'accords avec des sociétés étrangères restait un moyen primordial dans l'objectif d'exploiter les ressources minières. Il se trouve que parfois le gouvernement mettait un terme à des coopérations entamées, cependant ce n'était nullement par détermination "antiimpérialiste", mais parce que contre son gré les affaires se gâtaient.

Les locaux de la Comibol sont bloqués par des membres de la coopérative de la mine de Amayapampa.

Un cas particulièrement symptomatique est celui de la Mine d'Amayapampa, un district où se trouvent des gisements d'antimoine et d'or. En 1994 la concession minière, initialement propriété de citoyens boliviens, est vendue à une société transnationale, dont les démarches se heurtent à la population autochtone, qui se mobilise pour défendre ses intérêts. Le conflit aboutit en décembre 1996 à une intervention de l'armée qui fait dix morts parmi la population et des dizaines de blessés. Par la suite, durant des années sont effectués uniquement des travaux d'exploration, sans production quelconque. En 2012 finalement le gouvernement contacte la société propriétaire de la filiale locale qui opère la mine et finit par décider en 2015 l'annulation de la concession minière. La société transnationale réagit en abandonnant le pays et laisse derrière elle une dette considérable. Les mineurs poursuivent tant bien que mal l'exploitation à leur propre initiative, et suggèrent qu'en créant une entreprise ils pourraient mettre en place des procédés de travail meilleurs. En 2016 la Comibol reprend de manière officielle les opérations en incluant 280 travailleurs. Or les péripéties se poursuivent. À plusieurs reprises, encore en 2019, les travailleurs d'Amayapampa manifestent pour réitérer leur demande que l'Etat consacre les investissements nécessaires pour réactiver la capacité productive du centre minier.

Le poids des coopératives

Dans l'activité minière, les coopératives occupent une place importante, à plusieurs égards. Ils emploient environ 160.000 personnes (qui n'apparaissent pas forcement dans les statistiques officielles),

les techniques d'extraction sont rudimentaires, avec une productivité faible. Mais comme il s'agit principalement de mines aurifères, le résultat mesuré en valeur monétaire contribue fortement à la production totale du secteur minier. Le nombre de coopératives minières augmente de 816 en 1997 à 893 en 2005, et en 2017 on compte 1.816. Concernant l'extension en surface des zones de concessions minières, la répartition selon les catégories est la suivante, en 2007: Comibol 12,72 %, entreprises 35,13 %, coopératives 2,05 %, unipersonnel 50,10 %.

En septembre de 2012, des travailleurs de coopératives d'un côté, des travailleurs salariés de la Comibol de l'autre, s'affrontent pour le contrôle d'une mine du district de Colquiri.

La politique appliquée par le gouvernement est orientée dans le sens de favoriser le secteur coopératif. Par rapport à 2006 les surfaces couvertes par les coopératives avaient été multipliées par huit en 2013, et en cette dernière année est adoptée une loi visant à faciliter encore plus les contrats d'affermage.

La structure globale du secteur coopératif est caractérisée par l'existence d'un réseau qui introduit des relations intermédiaires plus ou moins souterraines : des coopératives sous-louent à d'autres, ce qui crée des rapports de sous-traitance; des coopératives ont recours à des sociétés privées pour la commercialisation vers l'extérieur. C'est une évidence que le gouvernement ne peut pas nier ouvertement. À partir de 2015 surgissent des controverses entre les représentants des coopératives et le gouvernement, principalement sur deux points : la faculté des coopératives à passer des accords avec les entreprises transnationales; la décision de modifier la Loi générale de coopératives minières, modification qui a pour objet de reconnaitre les droits dans le domaine du travail pour toutes les personnes fournissant des services dans les coopératives minières. Dans ce contexte, en aout 2016 des affrontements violents opposent des membres des coopératives et les forces spéciales de police, ayant pour résultat cinq morts (dont quatre par balles) parmi les mineurs, ainsi que la séquestration du vice-ministre de l'Intérieur Rodolfo Illanes, qui meurt suite à des coups violents.

Le gouvernement prend des mesures législatives, mais dans l'ensemble, la problématique restera ouverte. Concernant la question de la syndicalisation, sont préservées les exclusions préexistantes, et est déclarée légale la constitution de syndicats dans les secteurs du service. Les secteurs d'activité productive ne sont pas mentionnés. Concernant les concessions, certaines sont révoquées. Mais le gouvernement accorde des délais aux coopératives pour mettre en œuvre les mesures nécessaires, et parallèlement négocie avec la Fédération nationale de coopératives minières (Federación nacional de cooperativas mineras, Fencomin), laquelle met en sourdine son opposition à la nouvelle législation. En octobre 2016 est adoptée une loi qui vise à clarifier le statut des coopératives en rapport avec la question des concessions. Il contient des dispositions qui permettent des arrangements alternatifs avec les sociétés transnationales de sorte à préserver les intérêts de celles-ci. Par ailleurs, est ratifiée la liberté accordée aux coopératives de contracter des salariés sans perdre leur caractère social en tant qu'entités sans but lucratif, ce qui préserve le statut spécifique concernant l'imposition. En décembre 2018 est adoptée une autre loi qui instaure un nouveau type de contrat qui pourra être souscrit par la Comibol avec les coopératives minières, qui permet aux coopératives de participer au développement de toute la chaine productive dans les zones de réserve nationale.

Le secteur d'État dans l'économie globalement

En dehors des secteurs des hydrocarbures et des mines, le gouvernement a procédé à quelques autres expropriations, essentiellement dans le secteur de l'énergie. Cela ne change pas pour autant substantiellement la place de l'État dans l'économie.

La part de l'investissement public est certes élevée. Pour la période 2005-2014, elle oscille entre 44 % et 58 %, en 2015 (dernière donnée disponible) elle atteint 63 %. La part de l'investissement privé interne reste inférieure/égale à 21 %, et la part restante vient de l'investissement direct étranger.

En 2012, le nombre d'emplois dans le secteur public est de 347.758, pour une population économiquement active de 4.743.496. Cette même année,

les entreprises publiques emploient 12.859 personnes. La structure de l'ensemble d'entreprises publiques, en 2012, se caractérise par les faits suivants: cinq entreprises appartenant au secteur de l'extraction de ressources du sous-sol correspondent à 7.843 emplois, dont 1.631 pour YPFB (hydrocarbures) et 5.732 pour la Comibol (mines), sept autres entreprises appartiennent au secteur des services. En 2015, l'emploi pour l'ensemble des entreprises publiques s'élève à 16.366.

Quant à la structure globale de l'emploi, voici quelques indications. La part de population totale en âge de travailler s'élève à 78 % (données 4e trimestre 2016). Mais seulement 48 % appartiennent à la catégorie des personnes économiquement actives. Le régime se fait fier d'un taux de chômage qui est le plus faible en comparaison aux autres pays du continent latino-américain : un tel constat n'enlève en rien l'importance à d'autres caractéristiques de la situation, dont le travail dit "informel", catégorie spécifique à l'intérieur de la population ayant un emploi. Divers faits indiquent l'ampleur de ce phénomène de précarité. L'activité des commerçants de rue (en fait dans la grande majorité, commerçantes) constitue un cas de figure parmi d'autres du travail informel. Par exemple, pour l'agglomération de El Alto - voisine de La Paz -, qui compte quelque 850.000 habitants, on estime à environ 70 % la part des personnes en situation de travail informel.

Par ailleurs, le travail d'enfants est répandu: en 2018, au sein de la population économiquement active les enfants de 7 à 9 ans comptent pour 6,1 %, et ceux de 10 à 13 ans pour 11,7 %.

Un discours politique qui penche vers l'imaginaire

D'un point de vue pragmatique, le calcul de Morales est simple : nourrir le budget de l'État grâce aux exportations des ressources du sous-sol en s'appuyant sur le capital privé national et extérieur, exhiber les taux de croissance ainsi obtenus et mettre en avant comme objectif la redistribution en faveur de la population. Or, en réalité prime la volonté de faire en sorte que la Bolivie conquière une position plus avantageuse dans la hiérarchie propre au système impérialiste mondial.

Dans ses déclarations proprement politiques, afin de tracer un autoportrait susceptible d'enchanter quelques-uns, Morales manie certains qualificatifs de manière totalement arbitraire[1] : *"Actuellement, il y a beaucoup de présidents de tendance communiste marxiste-léniniste, j'en fais partie."* Il affirme[2] : *"Nous avons démontré que sans le capitalisme et sans le FMI nous pouvons avoir une Bolivie prospère."* Voyons : "sans le capitalisme"? Même en laissant de côté la question de la nature des rapports sociaux de production, il est en tout cas évident que le gouvernement du MAS ne pouvait pas se passer des capitalistes.

Mais Morales doit aussi assumer le personnage d'anticapitaliste et antiimpérialiste qu'il affectionne. Par conséquent il ne dit pas les choses franchement comme elles sont, mais expose un discours retors [3] : *"Nous ne voulons pas arracher l'économie aux secteurs privés. [...] Nous avons nationalisé et les investissements ne se sont pas enfuies."*

Concernant le coup d'État perpétré en octobre dernier, il est clair qu'il a été manigancé par le gouvernement US, et exécuté avec son appui direct. Mais ce constat ne rend pas véridiques toutes sortes d'interprétations subjectives qui déforment la réalité. Affirmer que le coup d'État a été motivé par l'idée que *"le capital aujourd'hui doit à toute force empêcher que les gouvernements socialistes et progressistes trouvent des solutions"*[4], n'a pas de sens au sujet de la Bolivie, puisque "le capital" - du moins certaines fractions du capital national et international - était pleinement impliqué dans les soi-disant "solutions" que le gouvernement de Morales mettait en œuvre.

Le vice-président Álvaro García Linera prend soin de développer des argumentations plus structurées. Il s'appuie notamment sur l'idée d'un "capitalisme andino-amazonien ». Voici ce qu'il exprime à ce sujet[5] :

> « La Bolivie est capitaliste au sens marxiste du terme, bien que pas pleinement capitaliste et c'est sa vertu. Cette particularité du capitalisme local [...], nous l'avons appelé capitalisme andino-amazonien. [...] les possibilités de transformation et d'émancipation de la société bolivienne vont en ce sens : à rééquilibrer les formes économiques non capitalistes avec les

formes capitalistes, à favoriser ces formes non capitalistes afin que, au fil du temps, elles génèrent des processus de communarisation amplifiée qui permettent de penser à un post-capitalisme. Le post-néolibéralisme est une forme de capitalisme, mais nous pensons qu'il contient un ensemble de forces et de structures sociales qui, avec le temps, pourraient devenir post-capitalistes. »

Juillet 2015 : Morales offre une œuvre d'art au Pape François durant la visite de celui-ci à La Paz.

Le secteur des coopératives, une plaie ouverte dans la fiction "progressiste"

L'attitude du gouvernement au sujet des coopératives s'est constamment basée sur l'appréciation de principe qu'il s'agit d'un secteur important de l'appareil productif et qu'il fallait le maintenir comme tel. À cet égard la réalité était une source évidente de conflits sévères et récurrents. Mais les actions du gouvernement pour y faire face ont en permanence été guidées par le seul objectif de contenir les affrontements entre les diverses parties prenantes, au lieu de chercher une solution à ce qui, en vue du progrès social dans un sens authentique, constitue le problème fondamental : les conditions d'exploitation et de misère que subit une grande partie des travailleurs des mines du secteur coopératif.

On peut supposer que parmi les raisons à cette attitude bienveillante figurent des considérations pragmatiques d'électoralisme. Mais plus fondamentalement elle s'intègre dans la conception globale au sujet de l'objectif de la "redistribution des richesses", qui est intentionnellement façonnée selon une structure décentralisée, formulée officiellement : *"un modèle productif basé sur la captation des rentes extractives de forme directe par les secteurs populaires"*[6]. Quoi qu'il en soit, quant au fond la persistance des problématiques liées au secteur des coopératives provient du fait que le régime est tout simplement incapable de trouver une solution.

Le cas exposé plus haut des mineurs d'Amayapampa illustre cette situation, en particulier un discours prononcé en décembre 2019 par Morales, devant une délégation de ces mineurs venus remettre à la Banque centrale un lot de lingots d'or fruit de leur travail. Morales insiste lourdement sur le fait que tout projet d'investissement doit être basé sur une étude et un plan établissant les perspectives de faisabilité et d'utilité. Cette exigence est justifiée. Mais telle que la situation se présente concrètement, pour les mineurs les paroles de Morales équivalent au rejet de leur demande de soutien, du simple fait que manifestement ni le gouvernement ni la direction de la Comibol ne sont en capacité d'élaborer un tel projet, ni de trouver une alternative permettant de montrer à ces travailleurs que le régime promeut le "progrès". Pire - voilà ce que Morales se permet de suggérer :

> « Et j'aimerais que les travailleurs de la Comibol travaillent comme moi, dès cinq heures du matin[7]; quand je veux faire travailler dès cinq heures du matin, le syndicat bloque, déclare la grève. Je veux vous dire, camarades de la COB (Centrale ouvrière bolivienne - Central Obrera Boliviana), de la Fédération (la Fédération syndicale de travailleurs des mines - Federación sindical de trabajadores mineros de Bolivia, FSTMB), vous avez l'obligation d'appuyer la façon de refonder la Comibol, si nous voulons aller de l'avant, si nous voulons que nos entreprises d'État réalisent des bénéfices. »

Certains, tout en critiquant le régime de Morales, se font complices du réformisme

La trajectoire qu'a traversée la Bolivie à partir de l'élection de Morales comme président fournit une fois de plus la matière à un certain type de dénonciation consistant à condamner l'intervention malfaisante de l'impérialisme - en visant principalement les USA - et à appeler à la défense de la souveraineté nationale du pays. On sait que l'invocation de ce principe général est souvent accompagnée de diverses réserves motivées par des scrupules de la part de ceux qui s'y réfèrent, parce qu'ils ne veulent pas soutenir ouvertement le régime concerné (voir par exemple le cas de la Syrie). Quant à la Bolivie, le contexte politique général ainsi que les résultats effectifs obtenus par le régime dans le domaine économique incitent certains à promouvoir des positions plus tranchées, en faveur de Morales. Ceux qui en France présentent Morales comme dirigeant

montrant la voie à suivre pour aller vers le progrès, transposent vers les pays dominés par l'impérialisme la vision réformiste ancrée historiquement en Europe.

Le marxisme montre clairement qu'un pays capitaliste comme la France ne peut pas passer aux rapports de production socialistes au moyen de réformes mises en œuvre dans le cadre de l'État existant, et cela même si elles iraient jusqu'à inclure un changement formel de constitution. Dans le cas d'un pays comme la Bolivie, il n'est pas question de socialisme (du moins pas explicitement, même si l'idée flotte dans les têtes). L'illusion réformiste est dans ce cas reportée sur les rapports avec l'impérialisme environnant : il serait possible, par voie de réformes appliquées à l'intérieur, d'affranchir le pays, non pas de la nécessité d'entretenir des rapports économiques avec les pays impérialistes, mais de faire en sorte qu'il s'agisse de rapports qui respectent la souveraineté nationale et qui ne comportent pas d'éléments négatifs.

Evo Morales en visite en Chine.

De cette illusion - préexistante comme arrière-plan des opinions adoptées - découle la tendance à présenter la réalité de façon schématique, simplifiée, faisant abstraction de tout détail qui brouillerait le tableau : ce n'est qu'ainsi que l'adaptation en question du réformisme peut paraitre crédible.

Quant au PCOF, les évènements en Bolivie lui fournissent une occasion d'égrener les formulations en vogue notamment du côté du PCF, au sujet de l'antilibéralisme, la souveraineté nationale, l'oligarchie financière[8] :

> « Depuis 2006, la Bolivie s'était engagée dans une voie antilibérale et de souveraineté nationale en opposition en particulier avec les intérêts de l'Impérialisme américain. [...] Nous condamnons ce coup d'État réactionnaire des représentants de l'oligarchie financière bolivienne qui avec l'armée et la police, main dans la main avec l'impérialisme Yankee, veulent non seulement prendre leur revanche sur les masses populaires et les communautés indigènes, mais écraser toute velléité de progrès social et de souveraineté nationale. »

Ce genre de prise de position est associé en général à quelques réserves, pour éviter le reproche de fermer les yeux devant la réalité. Ainsi le PCOF[9] :

> « Des avancées ont été réalisées. Mais elles se sont accompagnées de concessions faites par le gouvernement aux possédants, du développement du clientélisme et de la répression de mouvements de contestation qui portaient les revendications justes des indigènes, des secteurs populaires. »

D'autres, tel le NPA, expriment explicitement la vision politique correspondant à cette façon de mélanger des constats "diversifiés". Ainsi, au sujet de la Bolivie il explique, en 2013 [10] :

> « [...] la mobilisation actuelle [...] doit d'abord et en premier lieu imposer à Morales et au processus actuel un indispensable "coup de barre" à gauche. [...] La revendication d'une "vraie nationalisation" des hydrocarbures pourrait, aujourd'hui, constituer une bannière politique autour de laquelle structurer une gauche porteuse d'une critique anticapitaliste - une gauche qui, tout en faisant bloc avec le gouvernement lorsque celui-ci s'attaque aux privilèges des élites économiques, serait également capable de proposer une voie alternative face aux renoncements de l'exécutif, comme face à la bureaucratisation rapide de la nouvelle élite politique qui a accompagné Morales au pouvoir. »

Et[11] :

> « Morales qui va concourir pour un troisième mandat en 2014 se trouve plus que jamais à la croisée des chemins: renforcer le processus démocratiquement en allant plus loin contre la bourgeoisie et l'impérialisme ou risquer de voir les avancées des dix dernières années s'effondrer. »

Les perspectives de la lutte antiimpérialiste

Il faut dire que l'incapacité du régime de trouver une solution à ces casse-têtes découle intrinsèquement des principes de base qui sous-tendent le système économique - capitaliste - tel que le régime de Morales lui-même le maintenait en existence.

Au-delà des constats critiques, il faut se prononcer sur les perspectives possibles.

Du point de vue du marxisme-léninisme, il n'est pas admis de tricher avec la réalité. L'état actuel des choses, déterminé par les caractéristiques autant de la société bolivienne que du système capitaliste impérialiste mondial, rend illusoire - c'est-à-dire irréalisable - l'amorce d'une transformation allant vers l'instauration de rapports de production socialistes en Bolivie. Karl Marx a démontré que la domination des rapports de production capitalistes et le développement des forces productives qu'ils impulsent, a rendu possible le passage à des rapports sociaux dépourvus de la division en classes. Simultanément ce système capitaliste fait que le rôle d'avant-garde dans la révolution socialiste revient au prolétariat. L'état actuel de la société en Bolivie ne permet pas d'aller en ce sens actuellement. Certes, l'Internationale communiste[12] avait envisagée au sujet des *"pays coloniaux et semi-coloniaux [...] et pays dépendants [...] possédant un embryon d'industrie, parfois même une industrie développée, insuffisante toutefois dans la majorité des cas pour l'édification indépendante du socialisme [...]"* que *"le passage à la dictature du prolétariat n'est possible dans ces pays, en règle générale, que par une série d'étapes préparatoires [...]; le succès de l'édification socialiste y est, dans la plupart des cas, conditionné par l'appui direct des pays de dictature prolétarienne."* Or, actuellement, il n'existe point de pays de dictature prolétarienne.

Par conséquent la tâche des communistes marxistes-léninistes est double. D'une part, impulser et conduire la lutte des masses laborieuses contre l'exploitation et l'oppression exercée par la bourgeoisie nationale et internationale. Sous cet angle l'indépendance nationale économiquement parlant est un leurre. D'autre part, préparer les conditions qui rendront possible la prise du pouvoir pour l'instauration de la dictature du prolétariat, préalable à la mise en œuvre du passage à la société socialiste.

Ces énoncés sont abstraits. Le fait est que les forces des marxistes-léninistes dans les différents pays sont largement insuffisantes et que les difficultés à surmonter sont grandes, pour passer de la volonté subjective à la capacité de porter objectivement la lutte de classe à un niveau plus élevé. Mais une chose est certaine: il est extrêmement dommageable de se rendre complice des illusions réformistes, au sujet des gouvernements "progressistes", de la "souveraineté nationale", de l'"anti-impérialisme" confiné à des arrangements opportunistes avec telle ou telle fraction du capital.

Et il est certain aussi que, vue de l'intérieur de la Bolivie, la voie vers la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie ne passe pas par un soutien aux efforts du MAS de retrouver une place au gouvernement, sous prétexte que ce serait une alternative préférable à la prédominance des forces réactionnaires actuellement au pouvoir.

Bolivie - Notes

[Les citations textuelles de paroles et d'écrits sont traduites par nous à partir des sources originales en espagnol.]

1. *https://www.opinion.com.bo/articulo/el-pais/evo-dice-bolivia-es-socialista-marxista-pide-ser-expulsado-oea/20120312170200408130.amp.html*
2. *https://www.telesurtv.net/news/bolivia-evo-lidera-argentina-celebracion-estado-plurinacional-20200122-0025.html*
3. *https://elpais.com/economia/2013/01/22/agencias/1358891412_041408.html*
4 *https://histoireetsociete.wordpress.com/2019/11/24/avec-ou-sans-evo-la-bolivie-va-reprendre-sa-revolution-democratique-dit-evo-morales/*
5. *http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/osal/osal22/AC22SvampaStefanoni.pdf*
6. *http://www.mineria.gob.bo/documentos/PSDIMM%202016-2020.pdf*
7. Cette exhortation de la part de Morales devrait rendre plus prudents ceux qui, outre le soutien politique qu'ils lui apportent, expriment une admiration de sa personnalité. Exemple: "[...] la capacité de travail et résistance d'Evo est proverbiale, quelques minutes de sommeil dans l'inconfort le plus grand lui suffisent pour repartir [...]."
(*https://histoireetsociete.wordpress.com/2019/11/12/il-est-difficile-de-reellement-comprendre-ce-qui-se-passe-en-bolivie-et-pourtant-nous-avons-des-lecons-a-en-tirer/*)
8. *http://www.pcof.net/nous-condamnons-le-coup-detat-en-bolivie/*
9. *http://www.pcof.net/nous-condamnons-le-coup-detat-en-bolivie/*
10. *https://npa2009.org/content/où-va-la-bolivie-de-morales%E2%80%89-une-révolution-en-débat*
11. *https://npa2009.org/node/37318*
12. *http://321ignition.free.fr/pag/fr/lin/pag_003/1928_09_01_IC_VI_Programme.htm*

Afin de compléter cette présentation, nous publions parallèlement sur notre site Internet un article plus détaillé à ce sujet.

Quand le mouvement marxiste-léniniste est dans les limbes les aberrations fleurissent

Le renversement du gouvernement d'Evo Morales en Bolivie inspire des commentaires divers autour de la question de savoir comment il aurait fallu réagir pour faire échouer le coup d'état ou - plus fondamentalement -, comment il aurait été possible de bloquer d'avance les préparations d'actes hostiles au régime. En particulier, certains prétendent apporter des réflexions qui, à leur avis, seraient conformes aux positions incarnées par Lénine. Le contexte des idées auxquelles nous allons nous référer est marqué par la volonté en cours depuis un certain temps, de la part de militants gravitant autour du PCF, de "ramener" celui-ci sur la voie "révolutionnaire", "marxiste". Ces efforts se manifestent entre autre par la mise en avant de la notion de "dictature du prolétariat"[1] :

> « Pour Marx les caractéristiques de cette dictature de la bourgeoisie ne sont pas liées à des formes de gouvernement mais bien à la bureaucratie et la militarisation demeurées aux mains de la bourgeoisie nous explique Lénine [2] et il ajoute:
>
> « "La dictature est un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi. La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi."
>
> « Et de ce fait Lénine tire la conséquence en dénonçant la manière dont Kautsky explique qu'il est possible désormais de construire le socialisme "pacifiquement, donc par la voie démocratique...[3]" !! »

L'auteur qui cite ainsi Lénine et qui, par ailleurs, s'accroche imperturbablement au mythe de Cuba comme avant-garde du socialisme révolutionnaire, est amené à affirmer de façon peu réaliste[4] :

> « Là-bas en Amérique latine, ils redécouvrent la nécessité de la dictature du prolétariat après avoir pratiqué la transition pacifique et la "démocratie". »

Et plus explicitement à propos de la Bolivie[5] :

> « Evo Moralès laisse entendre que face à cela, les gouvernements progressistes doivent recourir à la "dictature du prolétariat" et ne laisser aucun espace à ces factieux. C'est de cela qu'il est de plus en plus question, les voix démocratiques dans le contexte de la dictature du prolétariat face à la terreur de la dictature du capital qui est totalement débridée. »

C'est manifestement une falsification de la conception marxiste-léniniste. Le terme "dictature du prolétariat" pourrait prétendument s'appliquer aux cas de gouvernements "progressistes", qui n'auraient nullement renversé le pouvoir de la bourgeoisie par une révolution ayant comme objectif l'abolition des rapports de production capitalistes. En Bolivie, toutes choses égales par ailleurs, Morales aurait dû prendre d'avance les mesures organisationnelles et matérielles appropriées pour neutraliser les ennemis du régime et pouvoir éviter ainsi le coup d'état. Du point de vue de Morales, c'est un constat de bon sens. Mais le présenter comme s'il s'agissait de la mise en pratique de la dictature du prolétariat, c'est un non-sens.

Selon le 19e Congrès national du PCC, en 2017, « la pensée Xi Jinping s'appuie sur le marxisme-léninisme, la pensée Mao Zedong, la théorie de Deng Xiaoping, [...] et les perspectives scientifiques du développement. Elle représente la réalisation la plus récente dans l'adaptation du marxisme au contexte chinois. »

Le cas qui exemplifie à l'extrême l'incompréhension sous-jacente à cette vision, est celui de la Chine. Lorsque certains militants, toujours en affichant une perspective marxiste-léniniste, se montrent persuadés que la Chine serait un pays socia-

liste, ils doivent logiquement avoir à l'esprit l'affirmation suivante formulée par Marx[6] :

> « Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde. À quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. »

Autrement dit - à moins de penser que la Chine serait déjà passé au stade de la société communiste -, ce pays se trouverait en train de traverser la période de transformation désignée comme socialiste, et serait donc caractérisé par un État de dictature du prolétariat, c'est-à-dire - comme cité plus haut - *"un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie"*. Or la réalité ne montre aucun signe de cette nature. En dehors du domaine des fraudes et de la corruption, ainsi que des litiges qui peuvent opposer les capitalistes en concurrence entre eux (dont - il faut bien le dire - les capitalistes intégrés dans la sphère de l'économie d'état), la bourgeoisie en Chine ne subit aucune violence répressive particulière. Bien au contraire, bon nombre de grands capitalistes sont membres du dénommé Parti communiste chinois et exercent des fonctions dans les organes dirigeants de l'État, notamment l'Assemblée nationale.

Sous l'angle des références à Lénine et Marx, le type de raisonnement critiqué ici met en avant une série de citations qui insistent sur la relation entre la violence exercée par la bourgeoisie et, symétriquement, la nécessité pour le prolétariat d'exercer sa propre violence contre la bourgeoisie. Pour éviter des conclusions entachées de confusions, il faut souligner que cette question de la violence concerne deux contextes distincts : d'une part la période de la société capitaliste où la classe ouvrière subit la domination par la bourgeoisie, d'autre part celle où la classe ouvrière impose sa domination à cette dernière. Or, disons le franchement, plutôt que d'apporter plus de clarté, les explications mentionnées sont nuisibles dans la mesure où, au bout du compte, elles conduisent à retenir uniquement le premier aspect du problème : pour résister au mieux à la bourgeoisie dominante, puis pour mettre en exécution l'acte de renversement du pouvoir de celle-ci, le prolétariat doit aller jusqu'au bout dans le recours à la violence qui seule permet la victoire.

Lénine haranguant les ouvriers des usines Putilov

En effet, le deuxième aspect - celui du pouvoir instauré par la classe ouvrière après le renversement du pouvoir de la bourgeoisie - se trouve totalement obscurci, par deux biais complémentaires. D'un côté, plutôt que la révolution prolétarienne au sens authentique, est envisagé le cas de régimes réformistes auxquels il est conseillé de rendre possible, au moyen du recours approprié à la violence, un degré de radicalité relativement élevé. D'un autre côté, là où il devrait être question de dictature du prolétariat proprement dite, on est invité à s'égarer vers une démocratie/dictature bourgeoise travestie en régime "révolutionnaire".

Que le PCF a renié depuis longtemps le marxisme-léninisme, notamment en rapport avec la question de la dictature du prolétariat, c'est un fait. Mais ce n'est pas le résultat d'une série de "fautes" partielles qu'on pourrait "corriger" en réintroduisant de façon toute aussi partielle certaines idées abandonnées précédemment. L'exemple évoqué ici met en évidence que ce type de tentative reste fatalement lui-même prisonnier d'une vision globalement étrangère au marxisme-léninisme.

Notes:

1. *https://histoireetsociete.wordpress.com/2019/11/29/est-ce-que-la-situation-en-bolivie-exige-une-relecture-de-la-dictature-du-proletariat-selon-lenine/*
2. V. I. Lénine, La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, 1918.
3. Kautsky cité par Lénine.
4. *https://histoireetsociete.wordpress.com/2019/11/29/est-ce-que-la-situation-en-bolivie-exige-une-relecture-de-la-dictature-du-proletariat-selon-lenine/*
5. *https://histoireetsociete.wordpress.com/2019/11/24/avec-ou-sans-evo-la-bolivie-va-reprendre-sa-revolution-democratique-dit-evo-morales/*
6. Karl Marx, Critique du programme de Gotha, 1875.

Nexhmije Hoxha
Une grande combattante du communisme n'est plus

Nexhmije HOXHA est décédée le 26 février 2020, à plus de 99ans. Avec elle disparait l'une des grandes figures de l'histoire de l'Albanie, dans la lutte contre le fascisme italien et allemand dans les années 1940 puis, après la libération, dans la construction du socialisme. Comme dirigeante communiste, compagne et collaboratrice d'Enver Hoxha, elle a été de tous les combats pour la liberté de l'Albanie, pour l'émancipation de sa classe ouvrière et de son peuple.

L'engagement politique de Nexhmije Hoxha a débuté dès sa jeunesse. Jeune institutrice à Tirana, dans le contexte de la création du Parti Communiste d'Albanie, elle prit part à la réunion fondatrice de la jeunesse communiste d'Albanie les 22 et 23 octobre 1941. Elle entra dans la clandestinité et s'engagea dans la lutte armée antifasciste de libération nationale. Elle participa à la première conférence de l'Armée Nationale de Libération à Pezë en 1942, à la conférence de Labinot en 1943, et au Congrès Antifasciste de Libération Nationale en 1944. Au 1er Congrès de l'Union des Jeunes Antifascistes d'Albanie en 1944, elle fut élue secrétaire de l'organisation. Elle devint députée de l'Assemblée Populaire d'Albanie depuis sa 1re législature en 1945. Elle fut Présidente de l'Union des Femmes Antifascistes d'Albanie puis plus tard, en 1988, présidente du Front Démocratique d'Albanie. Membre du Comité Central du Parti du Travail d'Albanie à son 1er Congrès en 1948, elle occupa la grande fonction de directrice de l'Institut des Études Marxistes Léninistes qui réalisa des analyses magistrales sur les plans idéologiques, économiques, politiques, sociaux, artistiques… dans le but de développer le marxisme-léninisme dans tous les domaines et de combattre les déviations révisionnistes.

Après le renversement du pouvoir populaire, en décembre 1991, la camarade Nexhmije Hoxha alors âgée de 70 ans fut condamnée à 9 ans d'emprisonnement, dans des conditions matérielles et morales ignobles, pour le seul motif (parce qu'il n'y en avait pas d'autre !) d'avoir servi 4000 cafés à des visiteurs (officiels !) sur une période de 5 ans !!! Elle a affronté cette épreuve avec un courage et une dignité admirables.

Dès sa libération, en 1998, elle reprit son combat pour défendre les 45 années de construction du socialisme et l'œuvre d'Enver Hoxha, son compagnon

de vie, et dirigeant éclairé de la politique intérieure et extérieure de l'Albanie. Elle a entretenu des liens de camaraderie et d'amitié avec ses nombreux amis d'Albanie, du Kosovo et de plusieurs pays d'Europe (Italie, Belgique, France). Elle les a reçus dans son modeste logement de Tirana et malgré son âge elle leur a rendu visite dans leur pays.

Comme l'a décrite notre camarade Muharrem Xhafa, dirigeant du Parti du Travail d'Albanie, « Cette noble femme nous a quittés après avoir accompli toutes ses tâches, après avoir défié toute la boue déversée sans arrêt sur Enver Hoxha, y compris par ceux qui s'étaient "léché les doigts trempés dans les chaudrons du blok" [1]. Jusqu'à sa mort, avec sa part indéniable dans les mérites et les déficiences du système communiste [2], Nexhmije Hoxha n'a jamais changé ses orientations politiques, en gardant comme boussole les intérêts de la nation. »

Notes

1. Le blok est un quartier près du centre de Tirana où résidaient les dirigeants du Parti et de l'État, et aussi tous les fonctionnaires affectés au fonctionnement des institutions centrales.
2. La référence au système communiste vise ici l'expérience de construction du socialisme en Albanie telle qu'elle s'est déroulée concrètement.

Les communistes marxistes léninistes du ROCML s'inclinent avec respect devant la camarade Nexhmije Hoxha.

Ils s'engagent à défendre sa mémoire en même temps que celle du camarade Enver Hoxha.

Le ROCML rend hommage ici à un camarade marxiste-léniniste décédé dans les mois précédant la parution de ce journal, le camarade Daniel Maisonnave.

Nous adressons tout notre soutien à ses proches.

Depuis sa première carte en 1964 à la CGT, Daniel n'a jamais cessé de combattre pour que la classe ouvrière retrouve le syndicat de lutte de classe dont elle a besoin pour mener son propre combat.

Daniel était aussi un internationaliste prolétarien convaincu assumant haut et fort ses convictions et ses valeurs. Il a été de tous les combats antiimpérialistes et en particulier de toutes les manifestations pour soutenir la lutte du peuple palestinien.

Il a combattu en tant que délégué syndical, faisant peur à ses patrons successifs. Il avait cette haine farouche du patron, petit, moyen ou grand, qu'il a conservée jusqu'à son dernier souffle.

Il a très longtemps été conseiller prudhommal, membre de la commission juridique de l'Union Locale de Bayonne. À la retraite, il est resté disponible pour les délégués de l'Union Locale de Boucau-Tarnos, prodiguant des conseils et un soutien quand il le fallait, sans compter ses heures toujours avec le même objectif : l'émancipation des travailleurs et la lutte des classes.

Il a rejoint ensuite le syndicat des retraités CGT/FSM multi-professionnel de Boucau-Tarnos-Ondres, dont il a été ces deux dernières années le secrétaire et dans lequel il a milité avec ardeur, exprimant avec toujours autant de conviction son combat pour que la CGT devienne un syndicat de lutte de classe, pour une société débarrassée du capitalisme.

Le ROCML rend hommage au camarade qui était profondément attaché au renouveau du mouvement communiste en France et qui a participé activement au Comité national pour l'unification des marxistes léniniste (CNU) dont l'aboutissement fut la création du ROCML, d'abord en tant que regroupement d'organisations marxistes léninistes puis comme organisation centralisée dont le premier congrès s'est tenu à BOUCAU et dont il assuma l'organisation.

Le ROCML ne t'oubliera pas, camarade Daniel, et comme tu le proclamais : VENCEREMOS ! HASTA LA VICTORIA SIEMPRE !

En publiant ces quelques lignes d'un camarade qui l'a bien connue et milité avec elle, le ROCML rend ici hommage à Catherine Grupper disparue récemment.

C'est une militante toujours au combat mais bien plus encore, qui disparait avec Catherine Grupper.

Depuis un demi-siècle, elle aura été de tous les combats, de toutes nos manifestations, mettant toute son énergie à diffuser des tracts d'appel à une nouvelle mobilisation, créant des passerelles entre les groupes, les associations, les individus, persuadée que la question de l'unité était centrale dans l'édification de notre camp social. Militante infatigable, elle s'engage en 1968 alors qu'elle est jeune étudiante, en rejoignant le Mouvement du 22 mars. Elle adhère à l'organisation Gauche prolétarienne dès sa création, n'hésitera pas à s'établir en usine pour y diffuser les idées révolutionnaires et subira la répression contre le mouvement maoïste qui la conduira à la prison de la petite Roquette en 1970.

Dans toutes les manifestations auxquelles j'ai participé depuis trente ans à Paris, elle était présente, rayonnante de bonne humeur, toujours un tract à distribuer, des fonds à récolter pour une cause, une discussion à reprendre là où on l'avait laissée. Elle a été une militante active pour le soutien aux sans-papiers, depuis l'occupation de Saint-Bernard en 1996 jusqu'aux piquets de grève de 2008. Également membre du MRAP, elle était particulièrement active dans les collectifs de soutien aux prisonniers politiques comme Georges Ibrahim Abdallah et d'autres. Ses engagements en tant que militante internationaliste, ses combats, auront été multiples : dans la campagne pour la libération de Mumia Abu-Jamal, et aux cotés des peuples opprimés - palestinien, kurde, mapuche (Chili)…

Elle rejoint Ras l'Front dès sa fondation, considérant avec clairvoyance qu'il était nécessaire d'impulser une large mobilisation contre les forces fascistes et la banalisation de la haine. Elle avait quelque chose d'une Pasionaria, consacrant sa vie à la défense des plus précaires, des plus vulnérables, d'une manière inconditionnelle, sans jamais compter ni son temps ni son énergie, pour les luttes et la solidarité.

Nos pensées vont à son compagnon et à ses camarades, dans ce moment de douleur. Le décès de Catherine a provoqué incrédulité et tristesse chez les militantes qui la connaissaient.

Elle a été toujours présente et solidaire avec les organisations progressistes et communistes, ne manquant aucune réunion publique du ROCML et solidaire avec notre journal.

On ne peut parler de Catherine sans évoquer son caractère, sa façon d'être très attachée à ses camarades. Jusqu'aux derniers jours d'hospitalisation, elle n'a eu de cesse d'appeler les camarades un par un pour les saluer, comme pour dire que ce sera l'ultime fois.

Merci Catherine, tu seras toujours vivante dans nos pensées et nos luttes !

Les numéros précédents :

Sommaire

Les « Gilets jaunes » et les tâches

Les travailleurs n'ont rien à espérer de l'Etat bourgeois

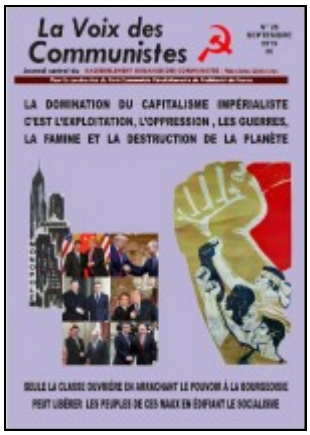
Union européenne, union impérialiste

Au sujet de certains aspects

Référendum en Kanaky

Solidarité avec le peuple kurde en lutte

Extraits d'un article



Sommaire

Le 52e Congrès de la CGT

La question de la violence

L'impérialisme aujourd'hui

Le peuple kurde cible de toutes les forces réactionnaires

ROCML, A propos du mot d'ordre de nationalisation

ROCML, La multiplication des conflits armées dans le monde et notre engagement pour la paix

ROCML, Les droits nationaux et démocratiques des peuples

ROCML, Notre combat : arracher le prolétariat à la domination bourgeoise

L'organisation et l'Internationale communiste

Les mensonges sur l'histoire de l'Union Soviétique

La grande conspiration contre la Russie Soviétique

Le soi-disant testament de Lénine

Enver HOXHA, L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme

Josef STALINE, Premier mai 1912

http://rocml.org/librairie/

L'ensemble des numéros parus
à lire sur notre site:
http://rocml.org/vdc-2/

Dans la rubrique "Dossiers"
http://rocml.org/dossier

Dossier sur le Venezuela

Ce dossier rassemble une série de textes qui tentent d'analyser la situation du Venezuela, depuis l'instauration du régime dit « bolivarien » suite à l'élection de Hugo Chávez comme président, en 1998. L'article le plus récent date de février 2019.

http://rocml.org/venezuela/

Dossier sur la lutte du peuple Kurde

Ce dossier rassemble une serie de textes du ROCML (mais pas que), éclairant la lutte du peuple kurde pour ses droits démocratiques et sur le projet d'une Syrie démocratique déjà en application en ROJAVA. Il présente notamment une interview - effectuée en février 2019 - de Cemil Bayık, membre fondateur du PKK et coprésident du conseil exécutif du Koma Civakên Kurdistan (KCK).

http://rocml.org/dossier-kurdes/

Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes
roc.ml@laposte.net
http://rocml.org/

Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste
http://rocml.org/jeunes-communistes/